

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var  
Immeuble Nice Leader - Tour Hermès  
64-66 route de Grenoble,  
06200 Nice

Nice, le 18/03/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2023

### **Partie nominative**

**AUTHIER Maurice**

Lieu-dit Le Breuil  
06260 Puget-Théniers

Affaire suivie par : Sylvain ZIBROWIUS  
Téléphone : 04 88 22 65 89  
Courriel : [sylvain.zibrowius@developpement-durable.gouv.fr](mailto:sylvain.zibrowius@developpement-durable.gouv.fr)  
Référence : 2024\_125  
Code AIOT : 0100029714

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 05/09/2023 de l'établissement AUTHIER Maurice implanté Lieu-dit Sainte-Marguerite, 06260 Puget-Théniers. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Monsieur Sylvain ZIBROWIUS - Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- Monsieur Maurice AUTHIER - Exploitant agricole
- Monsieur Khelifa MADANI - Société Leys - Pelliste

| Rédacteur       | Vérificateur    | Approbateur                        |
|-----------------|-----------------|------------------------------------|
|                 |                 |                                    |
| L'inspecteur de | L'inspecteur de | Pour le directeur, par délégation, |

|                                             |                                     |                                                                                                               |
|---------------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| l'environnement<br><b>Sylvain ZIBROWIUS</b> | l'environnement<br><b>Loïc CAPY</b> | l'adjointe au chef<br>de l'unité départementale<br>des Alpes-Maritimes et du Var<br><b>Amandine CHEVILLON</b> |
|---------------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 05/09/2023 de l'établissement AUTHIER Maurice implanté Lieu-dit Sainte-Marguerite, 06260 Puget-Théniers, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

- **Traçabilité à la disposition de l'autorité administrative** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-7
- **Opération de valorisation des déchets** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/08/2015, article L. 541-32

À la suite de l'examen des prescriptions, il est nécessaire de fournir les pièces justificatives permettant de prouver le respect de la conformité. Dans ce cadre, les pièces justificatives suivantes doivent être transmises sous un délai de 1 mois notamment :

- Pièces justificatives relatives aux quantités, aux natures, aux origines et analyses des déchets justifiant de l'absence d'impact sur l'environnement et la santé humaine et de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination ;
- Registre des déchets, des terres excavées et sédiments.

**Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.**

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var  
Immeuble Nice Leader - Tour Hermès  
64-66 route de Grenoble,  
06200 Nice

Nice, le 18/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AUTHIER Maurice**

Lieu-dit Le Breuil  
06260 Puget-Théniers

Référence : 2024\_125  
Code AIOT : 0100029714

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement AUTHIER Maurice implanté Lieu-dit Sainte-Marguerite, 06260 Puget-Théniers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du traitement d'une plainte.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUTHIER Maurice
- Lieu-dit Sainte-Marguerite, 06260 Puget-Théniers
- Code AIOT : 0100029714
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur Maurice AUTHIER est exploitant agricole en pastoralisme ovin.

L'inspection est consécutive à un signalement et porte sur une remodelisation de terrain avec apports de déchets présumés inertes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                         | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Traçabilité à la disposition de l'autorité administrative | Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-7  | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 1 mois                |
| 2  | Opération de valorisation des déchets                     | Code de l'environnement du 17/08/2015, article L. 541-32 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                                    | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------|
| 3  | Contrepartie financière pour l'utilisation des déchets | Code de l'environnement du 23/11/2018, article L. 541-32-1 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remodelisation de terrain avec apports de déchets inertes s'inscrit dans le cadre d'un permis d'aménager sollicité par monsieur Maurice AUTHIER.

L'inspection constate, sur site lors de l'inspection du 5 septembre 2023, l'absence de tenue de registre des déchets et d'analyses chimiques des apports de déchets inertes.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de :

- demander au titulaire du permis d'aménager de justifier, pièces à l'appui, de la traçabilité des déchets et terres excavées reçues ;
- rappeler que la valorisation de déchets inertes en substitution à des matériaux d'origine naturelle est prévue dans le code de l'environnement mais sous réserve de justifications à apporter, en particulier concernant l'absence d'impact sur l'environnement et la santé humaine et le fait que l'entreposage des déchets sur site s'effectue dans le cadre d'une opération de valorisation et non pas d'élimination.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Traçabilité à la disposition de l'autorité administrative**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Code de l'environnement<br><br>Article L. 541-7<br>[...]<br>II.- Sans préjudice du I du présent article, les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des terres excavées et des sédiments tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :<br><br>1° La quantité, la nature, l'origine de ces terres excavées et sédiments et leur destination ;<br>2° Et, s'il y a lieu, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé.<br>Sont concernés par le présent II les terres excavées et les sédiments dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet.<br><br>Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 pour :<br>a) Les personnes qui produisent des terres excavées et sédiments ;<br>b) Les personnes qui traitent des terres excavées et sédiments, y compris les personnes les utilisant en remblayage.<br>III.- Les informations obtenues en application des I et II du présent article sont mises à la disposition des autorités de contrôle mentionnées à l'article L. 541-44 du présent code.<br>IV.- Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. |
| <b>Constats :</b><br>Le 5 septembre 2023, l'inspection constate sur site l'absence de registre des déchets ou autre document relatifs aux terres excavées apportées, alors qu'une opération de remblaiement concernant un volume de plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes est réalisée.<br>L'entreprise Leys indique que l'ensemble des documents relatifs aux apports de terres excavées est à son siège social à Colomars et qu'ils concernent des chantiers de terrassement sur les communes de Cagnes-sur-Mer et Saint-Laurent-du-Var.<br>Le titulaire du permis d'aménager, monsieur Maurice AUTHIER, confirme à l'inspection qu'il ne dispose pas de documents relatifs à la traçabilité des apports de terres excavées réalisés et désormais entreposées sur les parcelles cadastrées 0005, 0013, 0014 et 0017 section D de la commune de Puget-Théniers. Il précise que l'entreprise Leys est en charge de s'occuper de ces formalités.<br><br>Les éléments permettant de s'assurer du respect de la prescription ne sont pas à la disposition de l'inspection sur site.<br><br>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de demander au titulaire du permis d'aménager de lui justifier, pièces à l'appui, du respect de la prescription citée ci-dessus.                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## N° 2 : Opération de valorisation des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/08/2015, article L. 541-32                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Code de l'environnement<br><br>Article L. 541-32<br>Toute personne valorisant des déchets pour la réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction doit être en mesure de justifier auprès des autorités compétentes de la nature des déchets utilisés et de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination.<br>Dans le cadre de ces travaux, l'enfouissement et le dépôt de déchets sont interdits sur les terres agricoles, à l'exception de la valorisation de déchets à des fins de travaux d'aménagement ou de la valorisation de déchets autorisés à être utilisés comme matières fertilisantes ou supports de culture.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate la présence sur site d'un remblai constitué pour les parties visibles de terres excavées résultant d'apports extérieurs aux dires du titulaire du permis d'aménager, monsieur Maurice AUTHIER.<br><br>Le titulaire du permis d'aménager, monsieur Maurice AUTHIER, indique à l'inspection que l'opération d'apports de terres excavées consiste à remblayer une dépression avec une finition horizontale pour y réaliser une pâture pour ses ovins. Il précise que la justification de cette réalisation a été faite dans le cadre du projet de demande de permis d'aménager qu'il a déposé et dont le permis d'aménagement a été délivré par arrêté municipal du 20 juin 2022 par le maire de la commune de Puget-Théniers.<br>Le titulaire du permis d'aménager indique que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les apports réalisés ne concernent que des terres excavées exemptes de déchets de démolition ;</li><li>- il n'est pas en mesure de justifier, ce jour, pièces à l'appui des apports réalisés ;</li><li>- l'entreprise Leys, réalisant les travaux, s'occupe de ces démarches et lui livre un ouvrage fini.</li></ul><br>Le titulaire du permis d'aménager n'est pas en mesure, le jour de l'inspection, de justifier, pièces à l'appui : <ul style="list-style-type: none"><li>- de la nature des déchets employés, et notamment que les terres excavées déversées sur site répondent aux caractéristiques d'un déchet inerte,</li><li>- de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination,</li><li>- de l'usage autorisé des déchets comme matières fertilisantes ou supports de culture.</li></ul><br>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de demander par lettre préfectorale au titulaire du permis d'aménager de lui justifier, pièces à l'appui, du respect de la prescription citée ci-dessus.<br><br>Dans le cas où le titulaire du permis d'aménager, monsieur Maurice AUTHIER, n'est pas en mesure de justifier de l'acceptabilité réglementaire des déchets pour réaliser son aménagement, le site pourra être considéré comme une installation de stockage de déchets illégale au sens de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| <b>Observations :</b><br>Le titulaire du permis d'aménager indique à l'inspection que :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux sur site sont en voie d'achèvement,</li> <li>- la plateforme a fait l'objet d'une scarification pour limiter le ruissellement dans l'attente de la mise en place de la couche superficielle de finition comportant une partie organique (fumier ovin),</li> <li>- une plantation va être réalisée sur la plateforme horizontale et les talus.</li> </ul> <p>L'inspection attire l'attention du titulaire du permis d'aménager sur les risques potentiels pour la pérennité de la stabilité de la plateforme réalisée du fait de la géométrie des talus associée à la nature des terres employées et au process de mise en œuvre. Il est en effet constaté que certaines parties du talus ont déjà fait l'objet d'un ravinement entraînant les matériaux en contrebas et conduisant à un rechargement des zones emportées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

### N° 3 : Contrepartie financière pour l'utilisation des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/11/2018, article L. 541-32-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Code de l'environnement<br/> Article L. 541-32-1<br/> Toute personne recevant sur un terrain lui appartenant des déchets à des fins de réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction ne peut recevoir de contrepartie financière pour l'utilisation de ces déchets. Ces dispositions ne s'appliquent ni aux utilisations des déchets dans des ouvrages supportant un trafic routier, ni aux carrières en activité.<br/> [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/> Le titulaire du permis d'aménager, monsieur Maurice AUTHIER, et l'entreprise Leys indiquent chacun à l'inspection qu'aucune contrepartie financière n'est donnée dans le cadre de ce projet d'aménagement. Ils précisent qu'il s'agit d'« un échange de bons procédés ».</p> <p>Du fait de l'absence de transaction financière indiquée, il peut être considéré la prescription comme respectée.</p>                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |